

## R ressortissants congolais retournés de l'Angola

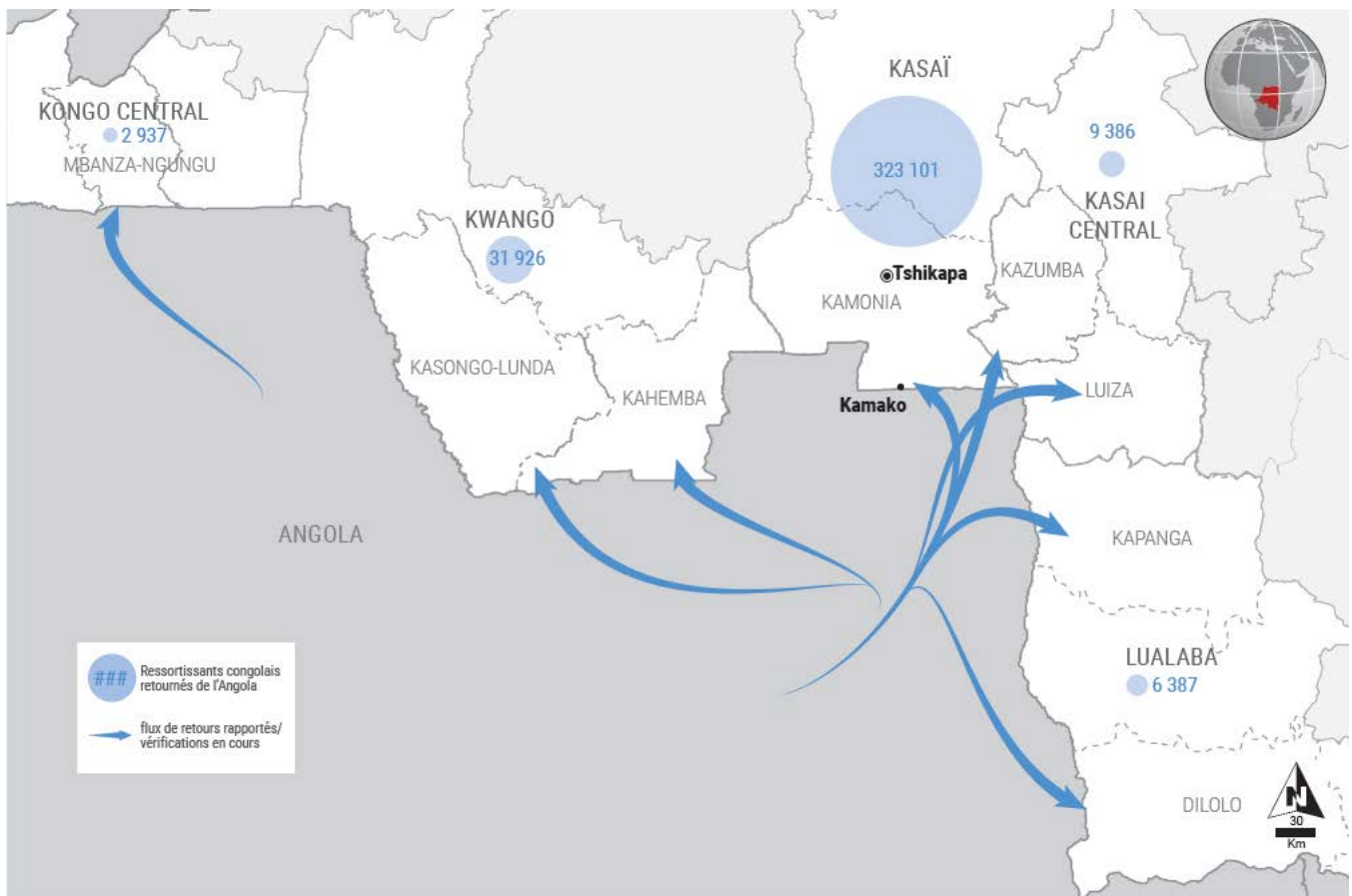
Rapport de situation No.5 (en date du 18 décembre 2018)



Ce rapport a été produit par OCHA RDC en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il couvre la période du 1<sup>er</sup> au 17 décembre 2018.

## Faits saillants

- Plus de 373 000 personnes sont retournées de l'Angola entre octobre et décembre dans cinq provinces de la République démocratique du Congo, selon les sources officielles. Le flux a sensiblement baissé depuis novembre cependant le risque de reprise demeure.
- Selon une mission d'évaluation humanitaire, 77 731 personnes sont retournées dans le territoire de Luiza, contre 9 300 rapportées dans les statistiques officielles au 30 novembre. Des missions de diagnostic préliminaire sont en cours pour cartographier les destinations finales des retournés.
- Au moins 1 million de dollars américains alloué par le Fonds Humanitaire aux activités d'accès physique dans les zones de retour des personnes expulsées de l'Angola.



Données de la Direction Générale des Migrations au 15 décembre 2018.

## Chiffres clés

**373 737**

R ressortissants congolais arrivés de l'Angola

(Au 15/1211)

**2 646**

Incidents de protection enregistrés

(Au 15/12)

**7 280**

Ménages retournés définitivement dans les aires de santé de Kabungu et Sumbula

(Au 15/12)

**666**

Enfants non-accompagnés expulsés dans les zones frontalières

(Au 15/12)

## Aperçu de la situation

Entre le 1<sup>er</sup> octobre et le 15 décembre, **373 737 ressortissants congolais** sont retournés de l'Angola selon les sources officielles. Les données validées par la Direction Générale de Migrations (DGM) font état de 295 753 retournés volontaires et 77 984 expulsés qui ont été accueillis dans 5 provinces de la RDC : le Kasai, le Kasai Central, le Kwango, le Kongo Central et le Lualaba.

|  | Provinces     | Territoires   | Hommes         | Femmes        | Enfants       | Total          |
|--|---------------|---|----------------|---------------|---------------|----------------|
| <b>Retournés volontaires et Expulsés</b> | Kasai         | Tshikapa, Kamonia                                       | 146 003        | 90 293        | 86 805        | 323 101        |
|  | Kasai Central | Lwiza   | 4 302          | 2 549         | 2 535         | 9 386          |
|  | Kongo Central | Mwanda, Boma, Songololo, Mbanza-Ngungu, Tshiela, Matadi | 1 582          | 758           | 597           | 2 937          |
|  | Kwango        | Kahemba, Kasongo-Lunda                                  | 22 615         | 4 991         | 4 320         | 31 926         |
|  | Lualaba       | Dilolo  | 4 317          | 1 341         | 729           | 6 387          |
| <b>TOTAL</b>                             |               |   | <b>178 819</b> | <b>99 932</b> | <b>94 986</b> | <b>373 737</b> |

Dans la province du Kasai Central, les autorités provinciales ont validé le 3 décembre les chiffres de **77 731 personnes** retournées/expulsées d'Angola. Ces chiffres ont été partagés dans le rapport d'une mission d'évaluation rapide multisectorielle conduite du 2 au 5 novembre 2018 par l'Inter Cluster régional dans les zones de santé de Luiza, Masuika et Yangala (partiellement) en Territoire de Luiza.

Selon un second rapport de mission d'évaluation effectuée du 27 au 30 novembre dans le cadre du programme RRMP par CONCERN sur l'axe Yangala-Moero-Wizel-Masala, au moins **25 944 personnes** sont arrivées dans les 29 aires de la zone de santé de Yangala. Il convient de noter que jusqu'à ce jour, les chiffres officiels pour la province de Kwango sont de **9 386 personnes** retournées dans le seul Territoire de Luiza.

De manière générale, le flux du retour a sensiblement baissé depuis la mi-novembre dans toutes les provinces concernées. En particulier à Kamako, le principal point d'entrée, la moyenne du flux pour la période sous étude, est d'environ **200 personnes par jour** contre 10 000 durant les 5 premiers jours de la crise au mois d'octobre.

Malgré cette accalmie, le risque d'une reprise de l'opération d'expulsion demeure. En effet, on signale la poursuite de la sensibilisation au départ volontaire de tout étranger en situation irrégulière en Angola et les autorités auraient invités la population à dénoncer et à ne pas héberger les étrangers en situation irrégulière sous peine de sanction. Le HCR mène actuellement un plaidoyer auprès des autorités angolaises pour solliciter que les personnes expulsées soient amenées à la frontière voisine de Kamonia comme souhaitée par les autorités congolaises en vue d'une meilleure prise en charge.

Les besoins en profilage et transport demeurent prioritaires dans la cité de Kamako, où les retournés arrivent encore et où les projets financés par le Start Fund (DFID) arrivent à échéance. Au total **991 personnes** ont été transportées de Kamako vers leurs destinations finales grâce à l'appui de Handicap International et HelpAge international. Une autre intervention en transport avec le financement du HCR a débuté avec Handicap International en faveur de 750 personnes vulnérables. Les activités de profilage ont couvert **7 385 personnes** au 30 novembre dans la cité de Kamako. Les principales destinations sont Kamonia, Kananga, Kabungu, Tshikapa, Tshinota, Tshitundu, Lupemba, ex-Bandundu (Feshi, Gungu, Idofa et Kikwit) et Kinshasa.

Sur recommandation du Comité régional inter organisations (CRIO) de Kananga, des missions de diagnostic préliminaires sont organisées depuis le 5 décembre dans les localités autour de la cité de Kamako notamment à Kabungu, Sumbula, Diboko et Kabuakala. L'objectif est de cartographier les points d'entrée les plus importants ainsi que les zones de retour/destination finale afin de mieux orienter les activités de profilage et d'assistance aux expulsés/retournés jusque-là concentrées dans la cité de Kamako.

Dans le Kasai Central, depuis le 8 décembre, un total de 42 700 personnes bénéficie d'une assistance monétaire à usages multiple dans trois aires de la zone de santé de Luambo dans le Territoire de Luiza, grâce au financement ECHO mis en œuvre par NRC. Un ciblage du PAM est également en cours pour une intervention monétaire dans quatre autres aires de la même zone de santé pour une assistance monétaire en faveur de personnes retournées/expulsées d'Angola et familles d'accueil vulnérables.

Aucune assistance humanitaire n'a encore été apportée aux retournés dans la province de Kwango qui vivent de l'aide des familles d'accueil et de la cueillette.

## Financement

- **Fonds Humanitaire** : trois organisations ont été sélectionnées pour une allocation d'urgence de 1 million de dollars américains ; il s'agit des ONG APROBES, CEILU et Handicap International. La révision technique des projets est en cours. Pour rappel, ce financement a pour objectif l'ouverture de l'accès en vue de permettre une mise en œuvre efficace de la réponse. Les axes routiers visés pour réhabilitation d'urgence par ce financement sont Kamako-Kamonia-Tshikapa ; Tshikapa-Mutena-Muadiala ; et Tshikapa-Kamweshia.
- **CERF** : une allocation CERF Rapid Response d'une enveloppe globale de 10 millions de dollars américains est en cours d'approbation par le Secrétariat du CERF. Le chapeau de l'allocation et les 9 projets soumis par le HCR, l'UNICEF, OIM, PAM, OMS, UNFPA sont en cours de révision. Les secteurs ciblés sont : la protection, la sécurité alimentaire, le WASH, la Santé, la nutrition et les AME/Abris.

## Réponse Humanitaire

### Province du Kasai

- **Logistique** : L'ONG Handicap International a fini son projet de transport financé par Start Fund « DFID » depuis le 7 décembre dernier. Ce projet qui ciblait 500 personnes vulnérables, a assuré le transport de 527 personnes vulnérables vers leurs destinations finales. Une somme de 35 dollars américains a été remis aux bénéficiaires à leur arrivée. Une deuxième intervention a débuté depuis le début du mois de décembre, avec le financement du HCR pour le transport de 750 personnes vulnérables, avec une somme de 20 dollars américains pour chaque vulnérable à destination. Un montant forfaitaire de 120 dollars américains est remis à une famille vulnérable composée de plus de 6 personnes. HelpAge a transporté 441 personnes qui bénéficient également d'une bache et 35 dollars américains à destination pour la réinsertion.
- **WASH** : Dans le cadre du RRMP, Solidarités International a construit une station de captage d'eau qui produit environ 2000 litres d'eau pour 800 familles retournées/expulsées et familles d'accueil depuis le 5 décembre. Par ailleurs, trois sources d'eau ont été aménagées sur les 11 prévues dans la cité de Kamako. HelpAge avec UNICEF continuent la distribution des kits WASH dans certains villages sur l'axe Kamako-Tshikapa pour 3 966 ménages. 5 hangars de transit avec latrines et douches viennent d'être construits. Enfin, MEDAIR a distribué 250 kits WASH, creusé 10 trous à ordures, mise en place 7 points de chloration et 72 stations de lavage de mains.
- **Multisectorielle** : Depuis le 5 décembre, une première assistance a été apportée aux retournés en dehors de Kamako dans les localités de Babanfundji, Tshinvunde, Lubamipese, Lupemba, Lubamipanda, Shakungu et Tshashingo. Au total 2 956 ménages retournés d'Angola et familles d'accueils ont bénéficié d'une assistance monétaire. Dans le cadre du programme RRMP mis en œuvre par le consortium NRC – Solidarités International, environ 31 800 retournés d'Angola, anciens retournés et déplacés et familles d'accueil les plus vulnérables ont également bénéficié d'une assistance monétaire à usage multiple dans 5 aires de santé sur l'axe Kamako – Tshikapa du 8 au 12 décembre dans le Territoire de Kamonia.
- **Santé** : La première phase de vaccination préventive contre la rougeole s'est clôturée depuis le 7 décembre dans 5 aires de santé sur les dix prévues. Au total 20 193 enfants sur 23 147 de 6 à 59 mois ont été vaccinés avec l'appui de l'UNICEF et MSF-Belgique. La deuxième phase dans les 5 aires de santé restantes a commencé depuis le 9 décembre avec pour cible 19 391 enfants dont les enfants retournés d'Angola. MSF-Belgique a annoncé le désengagement de son programme clinique mobile le 11 décembre. Ce programme a pris en charge 11300 patients entre mi-octobre jusqu'au début décembre à Kamako. Les retournés d'Angola qui continuent d'arriver à Kamako risquent de ne pas bénéficier de la prise en charge médicale gratuite. En partenariat avec UNFPA, AJID intervient dans la prise en charge médicale des victimes de violences sexuelles au Centre de santé Sallam. Un total de 167 cas a été enregistré et pris en charge, des kits d'accouchements ont été distribués à 94 femmes enceintes. Dans le cadre de l'accès aux soins de santé de base, 1 572 expulsés ont été soignés depuis le mois d'octobre dans les centres de santé appuyés par ADRA dans la zone de santé de Kamonia.
- **Nutrition** : En plus des unités nutritionnelles thérapeutiques ambulatoire opérationnelle dans l'ensemble de la zone de santé de Kamonia, deux unités nutritionnelles thérapeutiques intensive (UNTI) viennent d'être installées à Kamako et à Sumbula par ADRA en partenariat avec UNICEF pour éviter le référencement des cas compliqués à Kamonia (75 Km). Le PAM et ADRA approvisionnent en intrants de prise charge 3 unités nutritionnelles de supplémentation à Lubami, Kamako 1 et Kamako 2.
- **Protection/Education** : SAPI, WarChild, AJID et UNFPA continuent l'identification des enfants non accompagnés en vue de réunification, identification des enfants expulsés et non scolarisés en collaboration avec l'EPSP appuyé par UNICEF. Le HCR, en partenariat avec WarChild UK, a formé le 9 décembre des équipes pour le profilage des expulsés. Ces équipes ont effectivement démarré, le 12 décembre, la première phase des activités de profilage.
- **Sécurité alimentaire** : 18 000 expulsés d'Angola ayant choisi Kamonia comme destination finale reçoivent leur deuxième ration de vivres par ADRA dans le cadres des activités d'assistance alimentaire du PAM.

## Province du Kasai Central

- **Multisectorielle** : Dans le Territoire de Luiza, un total de 42 700 retournés d'Angola, anciens retournés, déplacés et familles d'accueil les plus vulnérables bénéficient depuis le 8 décembre d'une assistance monétaire à multiple usages dans 3 aires de la zone de santé de Luambo grâce au financement ECHO mis en œuvre par NRC. Le PAM est également en cours de ciblage de bénéficiaires du cash dans 4 autres aires de la même zone de santé pour une assistance monétaire inconditionnelle en faveur de personnes retournées/expulsées d'Angola et familles d'accueil vulnérables.
- **Sécurité alimentaire** : Seule l'ONG ADRA apporte une assistance alimentaire à 10 000 personnes dans les aires de santé de Yangala, Masuika, Yao, Tshibila, Lula et Kashishi depuis début décembre grâce à l'appui du PAM.

## Coordination générale

- Le 30 novembre : Une réunion du CRIO organisée à Kananga a eu comme principaux points d'action : (i) l'organisation des missions inter clusters de diagnostic préliminaire dans les zones frontalières en vue d'avoir une cartographie de destination des retournés d'Angola ; (ii) le renforcement du plaidoyer pour un financement plus important par le CERF des activités dans le secteur de l'éducation en faveur des enfants retournés et expulsés d'Angola, pour permettre leur réinsertion scolaire ; (iii) l'harmonisation des fiches de profilage des personnes retournées/expulsées d'Angola qui entrent par les portes situées dans le Kasai, Kasai Central, Kwango, Lualaba, afin d'assurer la mise à jour hebdomadaire des chiffres de retournés dans les lieux de destination finales à travers des évaluations et/ou la mise en place de système de veille à l'image de ce que réalise la Caritas.
- Le 14 décembre : Publication de la 3W détaillée, développée sur la base des informations partagées par les acteurs humanitaires. Ci-contre le lien : <https://www.humanitarianresponse.info/fr/operations/democratic-republic-congo/infographic/rd-congo-r%C3%A9ponse-aux-retourn%C3%A9s-dangola-qui-fait>
- Le Cash Working Group Régional de Kananga continue le suivi de la réponse cash dans la Province du Kasai dans le cadre de la stratégie de réponse aux expulsés de l'Angola. Une rencontre restreinte a eu lieu le 12 décembre à Kananga pour traiter les commentaires du CERF relatifs aux interventions monétaires.

### Les Réunions suivantes sont prévues :

Tous les mercredis à 16h00 : réunion générale des partenaires humanitaires à Kamako.

18 décembre : réunion CLIO Tshikapa

21 décembre : réunion d'informations générales à Tshikapa

### Contexte de la crise :

Les premières expulsions de ressortissants congolais depuis l'Angola ont débuté en 2002 et ont souvent été accompagnées de graves incidents de protection. Certains Congolais vivaient dans le pays depuis plus d'une génération. D'autres vagues importantes d'expulsions se sont ensuite produites, souvent avec un usage excessif de la force. 2009 a marqué un premier pic avec l'expulsion d'environ 160 000 citoyens congolais et ouest-africains. Au cours des années suivantes, des expulsés sont régulièrement arrivés en masse dans les provinces frontalières. En 2013, une assistance humanitaire a été apportée en réponse à une nouvelle vague importante d'expulsions, notamment par l'OIM, Médecins du Monde, le CISP et la Croix-Rouge nationale.

Le phénomène actuel de retour s'inscrit dans la dernière vague, plus petite, qui a débuté fin 2016. Après une relative accalmie des expulsions entre 2014 et le premier semestre 2016, de nouvelles expulsions transfrontalières ont été rapportées, coïncidant avec la flambée de violence dans la région du Kasai. Ce problème a été signalé dans le premier rapport de situation d'OCHA sur la crise du Kasai, en mars 2017. Depuis lors, les acteurs humanitaires dans la province du Kasai ont continué de signaler de nouveaux mouvements de retours forcés, souvent accompagnés de graves incidents de protection. Au total, entre août 2016 et mai 2018, quelque 2 000 expatriés congolais seraient arrivés en moyenne chaque mois dans le seul territoire de Tshikapa (province du Kasai).

Les migrations économiques vers l'Angola et les expulsions depuis ce pays vers la RDC suivent un schéma cyclique, lié à la saison sèche (généralement entre mai et août), marquant la haute saison pour l'exploitation artisanale du diamant. Les cycles électoraux en Angola constituent un autre facteur déclencheur. La porosité des frontières rend par ailleurs difficile le suivi précis des retours et expulsions.

### Pour plus d'informations, veuillez contacter :

**Dan Schreiber**, Chef de la section Coordination, [schreiberd@un.org](mailto:schreiberd@un.org), Tél. +243 81 706 1204

**Millan Atam**, Chef de sous-bureau, région du Kasai, [atam@un.org](mailto:atam@un.org), Tél. +243 995 901 538

**Willy Kalenga**, Assistant chargé des affaires humanitaires, [kalenga@un.org](mailto:kalenga@un.org), Tél. +243 81 267 7060

Pour plus d'informations, veuillez-vous rendre sur, [www.unocha.org](http://www.unocha.org) ou [www.reliefweb.int](http://www.reliefweb.int).

Pour être ajouté ou supprimé de la liste de distribution de ce rapport, envoyez un email à : [kasendue@un.org](mailto:kasendue@un.org)